

*Rwanda jet*

Paris, le 19 février 1993

*Le Chargé de Mission*

**NOTE**

**à l'attention de Monsieur le Président de la République**

**(S/c de Monsieur le Secrétaire Général)**

-:-

**RWANDA**

Une réunion interministérielle sur le RWANDA, à laquelle participaient notamment l'Amiral LANXADE, le Général QUESNOT, le Secrétaire Général du Quai d'Orsay, s'est tenue hier soir.

I - Sur le plan militaire, le cessez-le feu n'est pas respecté et les forces armées rwandaises ne semblent pas en mesure d'arrêter les troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR) si celles-ci décidaient de prendre KIGALI.

Les interventions que le Président ougandais MUSEVENI s'était engagé à faire auprès du FPR n'ont pour l'instant donné aucun résultat.

Sur le plan diplomatique, nous restons, malgré nos efforts, assez isolés (les Américains sont toutefois intervenus auprès des Présidents MUSEVENI et HABYARIMANA).

II - Notre stratégie indirecte d'appui aux forces armées rwandaises n'apparaît plus suffisante pour éviter la défaite des forces armées rwandaises, dont la motivation est très inégale selon que ses unités sont composées de Hutus du Nord (favorables au Président) ou de Hutus du Sud (proches de l'opposition intérieure).

Nous sommes donc placés aujourd'hui devant le choix suivant

:

- évacuation de nos ressortissants dans les prochains jours et retrait dans l'ordre des 2 compagnies mises en place dans le cadre de l'opération Noroit.

Le pouvoir du Président HABYARIMANA ne devrait pas survivre à ce départ, qui sera interprété comme l'échec de notre politique au Rwanda. Tout cela ne sera pas sans conséquences sur nos relations avec d'autres pays africains.

- envoi d'un millier d'hommes pour protéger KIGALI essentiellement (Il ne s'agit pas de faire la guerre des forces armées rwandaises), pour limiter les massacres ethniques (ils ont commencé) qui ne manqueront pas de s'amplifier si la capitale est prise par le FPR et pour tenter de relancer les négociations d'Arusha.


Avec l'espoir que le simple déploiement de nos forces amènera le FPR à accepter le cessez-le-feu et à se replier sur ses lignes antérieures, le gouvernement rwandais ayant déjà accepté que les territoires évacués soient placés sous contrôle d'observateurs neutres (GOMN).

Le Ministère de la Défense procède actuellement à l'étude de différentes options militaires.

Cependant l'envoi de forces françaises au Rwanda doit faire l'objet d'une demande des autorités rwandaises s'appuyant sur l'article 51 de la Charte (légitime défense, agression, avec soutien extérieur). Le

Président HABYARIMANA le souhaite vivement, le Premier Ministre (opposant, hutu du Sud) pourrait être plus hésitant.

Enfin, il serait bon également que nous obtenions l'appui des Présidents HOUPHOUET-BOIGNY, ABDOU DIOUF, et BONGO avant une éventuelle intervention au Rwanda.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Dominique PIN', with a horizontal line underneath the name.

Dominique PIN.